



Mission de l'Organisation  
des Nations Unies pour  
la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

# ECHOS *de la* MONUSCO



Ecoliers de Goma manifestant pour le climat

**Journée  
Internationale  
de la Paix :**  
**Une préoccupation  
pour le climat qui  
va de New York à  
Kinshasa**



**Leila Zerrougui :**

**“A New York, nous avons présenté la  
RDC comme une opportunité, et non  
comme un risque”**

## De nouveaux formats du magazine pour s'adapter à la conjoncture



✍ Par Charles Antoine Bambara\*

**E**n décembre 2019, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) aura un nouveau mandat. Cela interviendra après la récente compression budgétaire qui a entraîné quelques ajustements et notamment une réduction du personnel civil, policier et militaire.

La visite du Secrétaire général des Nations Unies, en RDC en fin août a permis à Antonio Guterres d'exprimer de vive voix sa solidarité avec la population et de se concerter avec les autorités congolaises autour de plusieurs questions dont l'avenir de la MONUSCO en RDC.

Une revue stratégique de la MONUSCO a été mandatée par le Conseil de Sécurité pour aider à la réflexion autour de la stratégie de sortie de la Mission du pays.

La Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique a dû, au regard des dernières coupures budgétaires, faire un réaménagement technique pour continuer à bien remplir sa mission de service auprès du leadership de la MONUSCO.

Ainsi, les anciennes Unités Multimédia et Publications ont fusionné en une seule section. Et la nouvelle section "Multimédia et Production des Contenus", couvrira les besoins de

production photographiques, vidéographiques, web et médias sociaux ainsi que la production du magazine "ECHOS DE LA MONUSCO". Mais, désormais, ce magazine paraîtra sous deux formats :

- D'abord, un format électronique de 12 pages diffusé seulement sur Internet au début de chaque mois. Il comportera des articles courts, faciles à lire, portant sur l'actualité au sein de la Mission.
  - Ensuite, "ECHOS DE LA MONUSCO" format imprimé (papiers) de 28 pages en quadrichromie que vous connaissez, paraîtra désormais trimestriellement. Dans ses colonnes, des articles de fond intemporels (features) sur les différentes facettes de la Mission. Le focus de ces articles sera essentiellement sur le mandat de la MONUSCO et sur comment les différentes sections déclinent leurs activités de façon concrète sur le terrain.
- Rendez-vous est donc pris sur le réseau chaque mois avec la version électronique, et tous les trois mois, avec notre traditionnel magazine imprimé. Vos remarques sont les bienvenues avec cette toute première livraison électronique.

**\*Directeur de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO**

## SOMMAIRE

- 3** "A New York, nous avons présenté la RDC comme une opportunité, et non comme un risque"
- 4** Le Président Félix Tshisekedi affirme que la RDC a encore besoin de la MONUSCO
- 5** Tanganyika : les Casques bleus présents à Nyemba pour protéger des civils et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire
- 6** L'UNPOL forme une police congolaise citoyenne, plus accessible au public et respectueuse des droits humains
- 7** L'urgence climatique : une préoccupation qui va de New York à Kinshasa
- 9** Une mission mixte à Samboko-Chani pour évaluer la situation sécuritaire
- 10** La MONUSCO et les autorités congolaises unissent leurs efforts pour la recherche de la paix en Ituri
- 11** Nouvelles en Bref

Les commentaires et avis émis dans ce magazine par des personnes étrangères à la MONUSCO n'engagent que leurs auteurs.

**Directeur de la DCSIP**  
Charles Antoine Bambara

**Chef de l'Unité Multimedia & P.C.**  
Nana Rosine Ngangoue

**Rédacteur en Chef**  
Leonard Mulamba

**Graphiste Designer**  
Jésus Nzambi Sublime

**Photographes**  
Myriam Asmani, Michael Ali, MPIO

### Contributeurs

Tom Tshibangu, Yulu Kabamba, Lydie Betyna, Joseph Tshimanga, Ascain Zigbia, Amadou Ba, Jean-Tobie Okala, Marcelline Adjou Comlan, Annie Anyonda, Tsahirou Mahamidou, Robertus Andy Kristianto, Sy Koumbo



Leila Zerrougui :

## « A New York, nous avons présenté la RDC comme une opportunité, et non comme un risque »

La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC), Mme Leila Zerrougui, a tenu le jeudi 3 octobre 2019 à Kinshasa une conférence de presse après son retour de New York. Son intervention devant la presse nationale et internationale a été essentiellement focalisée sur ce qu'a été sa participation à la 74<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies à New York. Selon la Cheffe de la MONUSCO, l'opportunité lui a été donnée à cette grande rencontre des Chefs d'Etat du monde entier de parler de la RDC, surtout de ce que la MONUSCO fait depuis près de 20 ans.

✍ Par Ascaïn Zigbia Tayoro/MONUSCO

“ **C**’était une opportunité pour moi de parler de la RDC, de parler de ce qu’on fait, de parler de cette période à la fois pleine d’espoir, d’opportunités qu’il faut savoir saisir, qu’il faut encourager pour avancer vers la paix, la stabilité, et relancer le développement dans ce pays notamment dans les zones qui attendent ce genre d’initiatives”, a-t-elle déclaré.

La Représentante spéciale a évoqué des progrès réalisés au pays, donnant des signes d’espoir pour la relance du développement de la RDC. A l’instar des élections du 30 décembre 2018 ayant permis une passation souple du pouvoir entre un président sortant et un président entrant. Elle a aussi salué la présence de l’autorité de l’Etat qui s’étend, la présence de la justice et la stabilité qui se construit avec la suprématie de la loi.

“La RDC est un pays qui a des potentialités, c’est un grand pays en Afrique. C’est un pays qui peut être dans le lead, guider le processus de développement, de stabilité si on arrive justement à gérer les situations d’instabilité qui continuent quand même de faire beaucoup de mal à l’est du pays, dans certaines zones”, a-t-elle souligné.

Justement, à l’intention des partenaires de la RDC, elle n’a pas manqué d’évoquer les risques qu’il faudra suivre de près pour ne pas perdre l’opportunité de consolider la paix en RDC. En effet, la Cheffe de la MONUSCO a fait allusion à l’instabilité qui dure encore dans la partie Est de la RDC avec l’activisme des groupes armés cachés dans des forêts.

“Il y a des zones comme le Kasai, le Tanganyika, et même l’Ituri où on a des groupes armés qui déposent les armes, mais déposer les armes ne suffit pas, il faut savoir les intégrer, il faut savoir s’assurer qu’ils ne reviennent pas à leurs mauvaises habitudes. Il faut qu’ils aient une vie qui leur permette de s’intégrer et de ne pas déstabiliser les populations civiles”, a déclaré la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC.

L’entendement de la Cheffe de la MONUSCO est que, tous les miliciens fassent l’objet d’une réintégration sociale. Pour elle, assurer

ce travail demande beaucoup d’investissements. Et c’est dans cette optique que Leila Zerrougui dit avoir rencontré à New York le vice-président de la Banque mondiale et discuté avec le chef du Fonds de consolidation de la paix, qui va venir en RDC, pour aider le pays à faire avancer ce processus de réintégration sociale des miliciens.

Le soutien au processus de réconciliation communautaire à Fizi, Baraka, Minembwe dans le sud Kivu, ainsi que la tension dans la zone de Djugu en Ituri font partie également des plaidoyers de la Cheffe de la MONUSCO. Il faut “s’assurer que les communautés ne soient pas entraînées dans ce genre de violence, de vraiment consolider la paix, construire le développement. Il y a des espoirs dans ces zones, il y a les moyens, il y a les ressources et on peut avancer”, a-t-elle déclaré.

Au cours de cette conférence de presse, les journalistes ont abordé des questions relatives au mandat de la MONUSCO et de son retrait progressif.

“Notre rôle n’est pas de rester en RDC ou de la garder sous tutelle. Notre souhait c’est que quand on quitte un endroit, on n’y revient pas. La MONUSCO n’est pas dans 20 provinces de la RDC. Nous ne sommes présents que dans 6 provinces, et nous travaillons pour réduire encore notre présence en RDC”, a expliqué Mme Zerrougui. D’après elle, la revue stratégique de la MONUSCO se prépare. “Il y a un expert international indépendant qui est venu faire l’évaluation. Il a discuté avec les autorités. Il va présenter son rapport le 10 octobre au Conseil de sécurité. Et notre mandat sera révisé en décembre. L’objectif est de savoir où on est encore utile pour aider la RDC à se stabiliser définitivement et la mission ferme ses portes”, a bien précisé la Cheffe de la MONUSCO.

Leila Zerrougui a aussi évoqué les propos à prendre en compte du Chef de l’Etat Félix Antoine Tshilombo Tshisekedi, du haut de la tribune de l’ONU le 26 septembre dernier. A savoir que la RDC a encore besoin de la MONUSCO, mais d’une MONUSCO non pléthorique, mieux équipée, forte, et dotée d’un mandat adapté à l’image de la brigade d’intervention rapide qui avait jadis aidé à mettre en déroute le Mouvement rebelle M23. ■

A la tribune des Nations Unies jeudi 26 septembre 2019

## Le Président Félix Tshisekedi affirme que la RDC a encore besoin de la MONUSCO



A l'occasion de la 74<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York axée sur le thème *“Dynamiser les efforts multilatéraux pour l'éradication de la pauvreté, l'éducation de qualité, l'action contre le changement climatique et l'inclusion”*, le Président congolais a brossé un tableau détaillé de la situation sécuritaire, politique, diplomatique, éducationnelle, économique et sanitaire de son pays.

✎ Par Yulu Kabamba/MONUSCO

**L**e Président Félix Tshisekedi a relevé les efforts fournis par son pays par rapport au thème retenu par la 74<sup>ème</sup> session de l'ONU, notamment pour la gratuité de l'éducation au

niveau de l'enseignement primaire dans des écoles publiques, avec un budget qui passe de 8 à 20 pour cent, soit un niveau proche des standards recommandés par l'UNESCO. Autre aspect à retenir c'est l'engagement ferme de la RDC pour la protection de ses forêts, qui représentent les 47% des forêts africaines. *“J'entends faire de la question environnementale une préoccupation omniprésente et transversale, qui touche l'ensemble de nos politiques, stratégies, programmes et projets de développement”*, a-t-il déclaré du haut de la tribune Félix Tshisekedi.

Dans le registre de la lutte contre le virus Ebola, le Président congolais a annoncé la mise en place depuis le mois de mai de l'année en cours d'une cellule technique d'experts de renommée internationale et nationale dirigée par le professeur Jean-Jacques Muyembe dont les travaux de recherche ont conduit à la découverte du MB114, une molécule thérapeutique pour le traitement de cette maladie. Il a indiqué

que grâce à la nouvelle stratégie de riposte sous sa supervision, la ville de Goma est aujourd'hui à l'abri du virus. Toutefois, l'épidémie n'est pas encore éradiquée. A ce sujet, le Président n'a pas tari d'éloges, encore une fois, à l'endroit des partenaires de la RDC pour leur appui, notamment l'OMS, l'UA, le PAM et la MONUSCO.

Le Président Tshisekedi, tout en exprimant ses vifs remerciements à la communauté internationale, a eu à rappeler ces faits des plus évocateurs de l'attachement de l'ONU à l'histoire du pays: *“La République démocratique du Congo a souvent été au centre des préoccupations des Nations Unies, suite aux nombreuses crises qu'elle a traversées depuis son accession à l'indépendance”*, évoquant le décès tragique du Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld, en passant par les casques bleus tombés au combat jusqu'à l'odieux assassinat récent des experts onusiens Zaïda Catalan et Michael Sharp.

Notant la convergence de vues avec le Secrétaire général des Nations Unies quant à l'urgente nécessité de réadapter la configuration de la MONUSCO à l'évolution de la situation sur le terrain, le président de la RDC a souhaité que la revue stratégique mette l'accent sur les capacités d'intervention opérationnelle des forces onusiennes en RDC. A cet effet, le président Tshisekedi a déclaré que *“la RDC a encore besoin de la MONUSCO, mais une MONUSCO non pléthorique, bien équipée, forte et dotée d'un mandat adapté à l'image de la Brigade d'Intervention Rapide qui avait jadis aidé à mettre en déroute le Mouvement rebelle du M 23”*.

Au chapitre des recommandations formulées à l'endroit du Conseil de Sécurité de l'ONU, le Président Felix Tshisekedi a réitéré son appel en faveur de la création d'une coalition régionale à l'image de la coalition mondiale contre le terrorisme pour éradiquer le fléau de l'insécurité créée par les groupes armés d'origine interne et externe *“car certains des groupes rebelles en RDC, ADF-MTN, opèrent par des actes terroristes conformes à leur appartenance à DAESH, ce qui constitue une nouvelle menace pour la RDC et la sous-région”*, a-t-il conclu. ■



Le Président de la RDC et le Secrétaire général des Nations Unies



Les Casques bleus en patrouille dans les rues de Nyemba

## Tanganyika

# Les Casques bleus présents à Nyemba pour protéger des civils et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire

Par Marcelline Adjou Comlan/MONUSCO

Les Casques bleus du contingent indonésien de déploiement rapide (INDORDB) avaient établi une base de détachement temporaire (SCD) dans la région de Nyemba à 136 kms de Kalemie sur l'axe Nyunzu pour soutenir l'action de la MONUSCO et des acteurs humanitaires vis-à-vis des populations de la région. Ainsi, la présence de cette base militaire temporaire de la Force (SCD) a permis de renforcer la synergie des interventions pour venir en aide aux communautés vulnérables de Nyemba.

**A**u cours de la période du 19 au 25 septembre 2019, le SCD Nyemba a orienté ses efforts vers les localités à risque, notamment celles touchées par des problèmes de protection. Les villages visés comprenaient Kilima-Muuba et Kilima-Kitatilo, à environ 7 kms au nord-est de Nyemba, sur l'axe Nyemba-Nyunzu et dans la partie sud de la ville de Nyemba où des patrouilles ont été organisées par l'équipe de la MONUSCO composée des Casques bleus indonésiens et d'un agent de liaison communautaire de la Section des Affaires civiles de Kalemie (CLA). Ces patrouilles ont été intensifiées à la demande des populations.

En effet, lors des échanges, les populations, les membres du comité de la paix, principalement à Muuba, ont révélé que la situation sécuritaire restait relativement calme mais imprévisible, certains groupes de combattants de la communauté Twa n'ayant pas encore rejoint le processus de paix.

Par ailleurs, l'équipe de la MONUSCO s'est rendue dans la partie sud de la ville de Nyemba, notamment dans les camps de personnes déplacées de Malenge, où grâce à la présence de la Force, l'aide humanitaire a commencé à s'organiser.

Pendant toute la durée de ce déploiement militaire, il est prévu dans tous les villages, lors des patrouilles, que la Section des affaires civiles mène des séances de sensibilisation sur la paix, la cohabitation pacifique et aux outils de contrôle de la paix, en mettant l'accent sur les mécanismes d'alerte précoce. Déjà, quatre points focaux ont été identifiés dans la partie nord dans les villages de Muuba et Kitatilo et cinq dans la partie sud de Nyemba, principalement à Malenge. Les neuf points focaux identifiés (trois femmes) ont été informés du fonctionnement du Réseau d'alerte précoce communautaire (CAN).

A l'actif de la base temporaire de Nyemba s'ajoutent les premiers secours des Casques bleus indonésiens portés aux victimes du déraillement du train de la SNCC survenu le 12 septembre 2019 à 17 kms de la gare de Nyemba entre Mayi-Baridi et Kilima. ■



## L'UNPOL forme une police congolaise citoyenne, plus accessible au public et respectueuse des droits humains

Un exercice pendant la formation de la Police Nationale Congolaise par la Police de la MONUSCO

La Section Formation de la composante Police de la Monusco (UNPOL) a essentiellement pour objectif le renforcement des capacités des partenaires de la Police Nationale Congolaise (PNC). Ses trois domaines de prestations sont la formation initiale, la formation continue ou spécialisée, et la formation des cadres en matière de management.

✉ Par UNPOL Tshahirou Mahamidou & Robertus Andy Kristianto/MONUSCO

**L**es experts UNPOL animent ainsi de multiples sessions de formation au niveau de la Police administrative et judiciaire, les opérations et plus spécifiquement dans les domaines techniques et professionnels et ceux relatifs aux valeurs internationales inhérentes à la dignité de la personne humaine. Tout ceci, avec pour but de contribuer au développement du professionnalisme et de l'efficacité dans les actions et interventions de la PNC auprès du public et dans le respect des droits de l'Homme.

Pour la période 2016 au premier semestre 2019, 53.785 policiers dont 5891 femmes ont bénéficié de formations. Au total trente-deux (32) modules, les documents phares sur l'ensemble des sessions de formation, ont été approuvés et validés par l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux.

Au cours de cette année, les formations ont porté sur le maintien de l'ordre, les interventions professionnelles, la police technique et scientifique, la gestion des grands événements, l'éthique et la déontologie, la police judiciaire, l'informatique, la police de proximité, la police de la circulation routière, la police des mines, les renseignements généraux, la protection de l'Enfant, les violences sexuelles basées sur le genre, la pédagogie... et un accent particulier est mis sur la Formation des Formateurs, ceci dans l'optique de la stratégie de sortie de la MONUSCO.

Des séminaires ont également été organisés sur des thématiques relatives aux droits de l'Homme et au Genre. De même, pour la première fois, des formateurs congolais de la Direction Générale de Migrations ont bénéficié d'une séance sur "*la formation des formateurs*", organisée à Kinshasa. A ce niveau, un plan d'action quinquennal (PAQ2 2019-2023) est rédigé sur toute la réforme.

En outre, les conseillers UNPOL poursuivent au quotidien leurs missions d'appui et conseils à la réforme de la PNC. Ils apportent leurs contributions par implication directe et /ou par des missions de suivi au sein des organes de la réforme.

D'autre part, pour faire face au problème d'infrastructure et de logistique, l'UNPOL, d'un commun accord avec les partenaires internationaux, a fait des travaux de construction / réhabilitation et des dons d'équipements et matériels au profit de la PNC, afin de renforcer leurs capacités opérationnelles et améliorer leurs conditions de travail

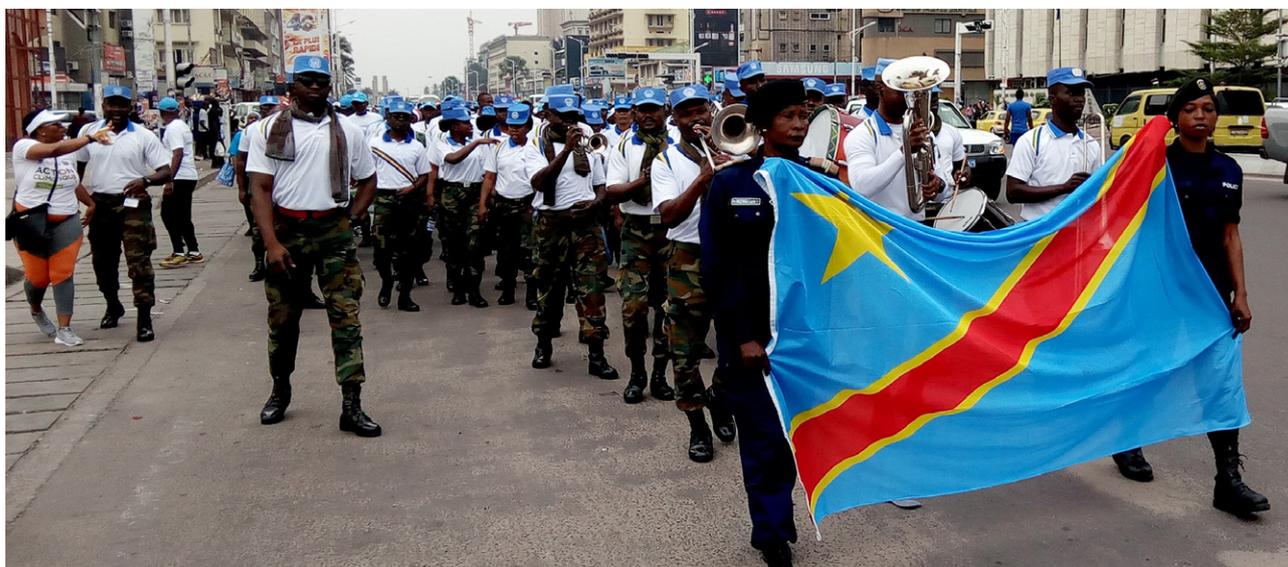
Enfin, les formations devant être adaptées au mieux aux besoins locaux, un groupe de travail bipartite (UNPOL/PNC) a été constitué pour identifier les besoins auprès des commissaires provinciaux. Ceci permettra (à court, moyen et long terme) une mise en œuvre effective des plans de formation. ■

Journée Internationale de la Paix

# L'urgence climatique : une préoccupation qui va de New York à Kinshasa

Pas d'illusion sur les projections. La terre sera encore plus chaude de plus de 3 degrés Celsius à la fin de ce siècle même si tous les engagements pris à COP21 en 2015 à Paris sont tenus. Ces sombres prévisions des scientifiques poussent à sensibiliser davantage les décideurs pour prendre conscience du danger qui guette l'humanité. Le 23 septembre 2019 dernier s'est tenu à New York le Sommet Action Climat. C'était en marge de la 74<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations Unies. L'objectif de ce Sommet était de voir le plus grand nombre de pays annoncer un renforcement de leurs plans de réduction des gaz à effet de serre. En clair, il faut réduire la pollution. Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, attendait que beaucoup de pays s'engagent à réduire au maximum leurs émissions de gaz et compensent le reste en plantant par exemple les arbres qui vont absorber le reste du gaz carbonique (CO2).

✂ Par Léonard Mulamba, Joseph Tshimanga, Amadou Ba/MONUSCO



Une vue des participants à la marche de la Journée Internationale de la Paix dans les rues de Kinshasa

**A** Kinshasa, environ 500 personnes ont participé à une marche de la paix pour le climat organisée par la MONUSCO en collaboration avec le gouvernement congolais et des agences du système des Nations Unies. Cette marche s'est clôturée par la plantation d'un arbre de paix, à la place des Evolués dans la commune de la Gombe. C'était en présence de différentes personnalités politiques et de quelques ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, François Grignon, a encouragé le Gouvernement de la RDC dans sa démarche de renforcer la lutte contre le réchauffement climatique et de favoriser la promotion de l'environnement sain, dont la

MONUSCO est entièrement partie prenante.

Dans son discours prononcé au cours de la cérémonie officielle de la Journée, M. Grignon a également salué les volontaires de l'ONU et l'unité de la MONUSCO en charge de l'environnement. Ils ont initié, entre autres actions et mesures relatives à l'assainissement, un processus de recyclage pour transformer le papier usé en combustible au profit des déplacés internes à Goma dans l'Est de la RDC.

Il a loué, par ailleurs, la stratégie de l'unité de l'Environnement de la MONUSCO. Elle vise à déployer des "missions responsables" qui atteignent l'efficacité maximale dans leur utilisation des ressources naturelles et opèrent à risque minimal pour les personnels, les sociétés et les écosystèmes, visant à créer des impacts positifs partout

où cela est possible. La MONUSCO, a-t-il rappelé, a été certifiée ISO 14001 (cela signifie que la mission a été qualifiée d'une très bonne gestion de l'environnement dans l'ensemble). Pour le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, "Être en paix, c'est non seulement vivre en harmonie avec les autres, c'est surtout vivre en équilibre avec l'environnement".

Insistant sur l'urgence climatique, François Grignon, paraphrasant Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a fait remarquer que "tous les pays du monde entier sont témoins des graves répercussions du changement climatique. Les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter et ont plus que doublé depuis 1990. Qui plus est, le réchauffement mondial provoque des modifications durables de notre



Les écoliers dans les rues de Goma, le 21 septembre dernier

*système climatique, qui font peser une menace aux conséquences irréversibles si nous n'agissons pas tout de suite".*

Le réchauffement climatique est une crise mondiale. C'est pourquoi l'ONU a placé, cette année, la Journée internationale de la paix sous un thème des plus évocateurs : "Action climatique, action pour la paix". C'est pourquoi, M. Guterres a convoqué un sommet spécial Action Climat, qui s'est tenu le 23 septembre à New York, avant le lancement, le 21 septembre, de nombreuses

activités relatives à la célébration de cette journée, un peu partout dans le monde.

### Un millier d'écoliers de Goma sensibilisés au réchauffement climatique

A l'instar de la communauté internationale, la ville de Goma a célébré samedi 21 septembre 2019, la Journée internationale de la paix. Organisée par la MONUSCO en collaboration avec un groupe scolaire dénommé Mater Dei, cette manifestation s'est déroulée au quartier Kyeshero sur l'avenue Kituku non loin de la nouvelle cathédrale en construction.

Le coup d'envoi des manifestations commémoratives a démarré par une marche pour la paix et contre le réchauffement climatique avec la participation de plus d'un millier d'écoliers et de leurs éducateurs ainsi que des autorités politico-administratives, la société civile et des partenaires qui s'intéressent à la problématique de la paix.

L'un des temps forts de la manifestation a été la présentation des sketches, des poèmes et chants autour de la paix, de la protection de l'environnement et du changement climatique. Les élèves ont imaginé des projets pour un meilleur climat. Les élèves du primaire et de la maternelle ont produit des spectacles pédagogiques et ludiques qui ont émerveillé l'assistance. Les enfants qui partagent les mêmes rêves et les souhaits pour l'avenir ont incité leurs aînés d'adopter des gestes simples afin de réduire les impacts du réchauffement climatique. Ils se sont engagés de veiller désormais au patrimoine écologique en adoptant un mode de gestion des ressources plus respectueux de la nature.

S'adressant aux jeunes écoliers, le chef du bureau par intérim Patrick Spinnoy a souligné que ces jeunes ont un rôle très important à jouer en ce qui concerne l'action sur le changement climatique mais aussi dans la consolidation de la paix et la stabilisation du pays. Il a ajouté en substance : "vous êtes les artisans de la paix et d'un avenir meilleur pour votre pays. Chacun de vous doit ériger dans son cœur les remparts de la paix. Travaillez pour le bien commun de la nation et pour un ordre social où les droits et les libertés fondamentales de la personne sont respectés. Certes, les conditions socio-économiques sont difficiles aujourd'hui, mais ne vous laissez pas entraîner vers des chemins suspects qui détruiront votre avenir". ■



Le vice-ministre des Affaires Etrangères, Raymond Tchedy Patay plantant un arbre en présence de François Grignon (à gauche).

Nord-Kivu

## Une mission mixte à Samboko-Chani-Chani pour évaluer la situation sécuritaire

Une mission mixte d'évaluation de la situation sécuritaire s'est rendue le 19 septembre 2019 à Samboko / Chani-Chani, une localité située à une soixantaine de kms au nord-ouest de Beni, sur l'axe Beni-Eringeti. Cette délégation, composée des représentants de plusieurs sections civiles de la MONUSCO, de UNPOL, des FARDC (armée congolaise) et de l'administratrice adjointe du territoire, s'est rendue dans cette région infestée de groupes armés pour s'enquérir de la situation sécuritaire.

✎ Par Sy Koumbo S. Gali/MONUSCO



Les membres de la délégation

La délégation est arrivée sur place le jour de marché. Mais le bouillonnement humain cache une toute autre réalité. La plupart de vendeurs et acheteurs qui sont dans ce marché sont des déplacés. En réalité, Samboko-Chani-Chani est presque inhabité, les habitants ayant fui le village pour se réfugier soit à Oicha, Eringeti, soit de l'autre côté de la rivière Samboko dont le village porte le nom, en Ituri, voisine.

Cette fuite est consécutive à deux attaques successives du village. D'abord le 3 avril 2019 par les Mai-Mai, et le 23 mai par les ADF qui ont pillé et incendié plusieurs maisons dont le Centre de santé de Samboko. Après ces attaques, les habitants disent avoir été pris à partie par les FARDC qui les accusaient de collaborer avec ces groupes armés, particulièrement avec les Mai-Mai. D'où ce départ en masse.

Au cours d'une réunion tenue à l'école primaire du village, M. Essoh Essis, le chef des Affaires civiles et chef de la délégation a été clair. *"Nous sommes venus ici pour vous écouter et comprendre ce qui s'est réellement passé avant de proposer des solutions"*, a-t-il dit aux participants.

L'administratrice adjointe du territoire, le colonel Teddy, commandant des activités civilo-militaires des FARDC à la 341e garnison du secteur opérationnel Beni-Lubero, ont abondé dans

le même sens. Tous ont égrené les chapelets de problèmes découlant de l'insécurité avec la présence des ADF et celle des Mai Mai. Notamment, les difficultés de la vie en refuge, l'impossibilité d'accéder aux champs, l'absence de soins et d'écoles pour leurs enfants, etc. Le directeur de l'école primaire de Samboko qui a reçu la délégation reconnaît une reprise timide des cours lors de cette rentrée scolaire avec au moins 40 pour cent d'élèves. *"Mais il faut la sécurité et surtout que la confiance revienne de nouveau pour que les parents laissent venir leurs enfants"* a-t-il dit. Car si les attaques des groupes armés sont décriées, c'est le difficile rapport avec les FARDC, notamment la compagnie du 322e bataillon, relevé récemment, qui est fortement mis en exergue.

S'il faut que les gens reviennent à Samboko, a dit Isaac Virere du CRDH, une ONG locale des droits de l'homme, *"il faut de nouveau un remariage entre les populations et les FARDC"*. Le colonel Teddy a rassuré la population que tout sera fait pour que les brebis galeuses soient nettoyées de l'armée et que la préoccupation concernant les barrières soit solutionnée. Essoh Essis, chef de la délégation, a rassuré que la MONUSCO étudiera toutes les doléances soumise, notamment concernant la sécurité, l'absence de centre de santé, l'enclavement communicationnel - l'antenne de Vodacom ayant été pillée par les ADF- pour voir, dans la mesure du possible, comment trouver des solutions. ■

# La MONUSCO et les autorités congolaises unissent leurs efforts pour la recherche de la paix en Ituri

Plus de 500 participants à la conférence intracommunautaire du peuple Alur ont réfléchi durant trois jours la semaine dernière aux voies et moyens pour une paix durable dans le territoire de Mahagi. Cette conférence était organisée avec le soutien de la MONUSCO qui a apporté également son appui à une autre activité similaire pour, cette fois, la relance du processus de paix dans le territoire de Djugu.

✎ Par Annie Anyado & Jean-Tobie Okala/MONUSCO

« La population de l'Ituri et du territoire de Mahagi en particulier doit développer la culture de la paix pour mettre fin aux cycles des violences dans cette province ». C'est le Gouverneur intérimaire de l'Ituri, Shalo Dudu, qui l'a dit jeudi 26 septembre 2019 à l'ouverture de cette conférence à Mahagi-centre à 150 kilomètres au nord de Bunia.

Pendant trois jours, il a été question d'analyser les causes profondes des conflits armés en Ituri en vue de proposer des solutions qui seront soumises aux autorités pour une paix durable dans cette province située au nord-est de la République démocratique du Congo. Parmi environ 500 participants à ces assises qui ont bénéficié de l'appui logistique et technique de la Monusco figuraient des chefs coutumiers, des députés et des acteurs de la Société civile.

Selon le président de la communauté du peuple Alur, plusieurs de ses membres ont été victimes des atrocités de Djugu qui se sont étendues dans la chefferie de Mokambo dans le territoire de Mahagi et même dans une partie d'Irumu. Par suite des tueries et des pillages des biens de la population ainsi que des déplacements de ces mêmes populations, le climat social est devenu non seulement tendu mais empreint de méfiance. Cette conférence intracommunautaire était donc une opportunité offerte pour la justice, la vérité et la réconciliation.

Par ailleurs, au même moment se tenait à Bunia cette fois une journée d'échanges sur la problématique sécuritaire dans le territoire de Djugu entre l'armée et les membres de la communauté Lori. Pour la Section des Affaires civiles de la MONUSCO Bunia qui organisait cet atelier, l'objectif de cette journée de réflexion était de



L'assistance à la conférence du peuple Alur

redynamiser la confiance entre les services de sécurité et la population locale venue de cette communauté. Debon Mwisa de la Section des Affaires Civiles a souligné que « cette activité organisée avec les autorités provinciales s'inscrit dans le cadre de la stratégie qui consiste à appuyer les efforts militaires qui sont menés dans le territoire

de Djugu et pour principalement restaurer le climat de confiance entre les populations et les militaires, parce que les militaires ne sauront pas opérer dans une zone où il y a méfiance (...). D'où la nécessité d'aplanir le goulot étranglement et rapprocher les deux parties » dans ce territoire où beaucoup de sang a déjà coulé. ■

## Renforcement de la cohésion sociale entre jeunes Twa et Bantou du Tanganyika

**D**ans la province de Tanganyika, 78 jeunes Twa et Bantous se sont mis ensemble pour effectuer des travaux d'intérêt général à Katanika, 12 kms Kalemie et à Sango Malumbi, à 40 kms de Kalemie. L'activité entre les deux communautés a été organisée par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP), en marge de la Journée internationale de la paix que célèbre le monde entier chaque le 21 septembre de

l'année. C'était une occasion pour les Twa et Bantous de renforcer leur cohabitation pacifique et consolider leur cohésion sociale en travaillant côte à côte pour la paix dans leurs localités. L'activité réalisée entre les Twa et Bantous a été financée par le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) dénommé « Tusikilizane dans le cadre du projet conjoint UNFPA / UNESCO / PAM / FAO pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale dans la province du Tanganyika. ■

## La MONUSCO appui la réforme du système pénitentiaire de la RDC

**U**ne délégation de la République démocratique de Congo composée de six responsables pénitentiaires se trouve au Burkina-Faso, avec l'appui de la MONUSCO, pour une formation de 17 jours sur les bonnes pratiques pénitentiaires. Cette formation est organisée conjointement par le ministère de la Justice et la MONUSCO à travers son Unité pénitentiaire, un

service au sein de la mission onusienne plaidant en faveur des réformes du système pénitentiaire en RDC. Cette délégation suivra également le même type de formation de 6 jours au Service correctionnel du Ghana. Les participants pourront rentrer au pays très outillés pour diriger les réformes pénitentiaires en RDC. ■

## 74e session de l'Assemblée générale de l'ONU et la coopération multilatérale

**E**ntre le 24 et le 30 septembre, la semaine du débat général de l'Assemblée générale, plus d'une centaine de Chefs d'État et de Gouvernement, sur un total de 192 orateurs, se sont exprimés sur le thème « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une

éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». De leurs discours, le Président de l'Assemblée générale, M. Tijjani Muhammad-Bande a retenu que, loin d'être un principe démodé, la coopération multilatérale demeure une méthode « acceptable et fiable » pour gérer les relations entre nations. ■

## Marche vers la stabilité dans les Grands Lacs

**L**a région des Grands Lacs est, plus que jamais, résolument engagée dans sa marche vers la stabilité. Déclaration de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour cette région, Huang Xia, jeudi 3 octobre 2019 devant le Conseil de sécurité. Selon lui, des étapes importantes ont été franchies dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et à la volonté réaffirmée des leaders de la région de faire face

ensemble aux défis qui entravent son émergence. « Après sa prise de fonctions, le Président de la RDC, Félix Tshisekedi, s'est engagé à travailler étroitement avec ses pairs afin de rétablir la paix et la sécurité à l'est de la RDC. Cette ouverture diplomatique a été saluée par tous les chefs d'Etat que j'ai rencontrés dans la région, qui m'ont assuré de leur engagement à soutenir cet élan de coopération », a souligné Huang Xia, devant les membres du Conseil de sécurité. ■

## Des policiers congolais formés par UNPOL

**C**ent éléments de la Police nationale congolaise (PNC) viennent d'être formés à Butembo sur les techniques de maintien et de rétablissement de l'ordre public. Cette formation d'un mois dispensée par la police de la MONUSCO

(UNPOL) a pris fin mercredi 2 octobre. Le colonel Richard Mbambi, commandant urbain de la police à Butembo affirme que les notions apprises auront un impact positif sur la sécurisation de la population de Butembo. ■

# ACTION CLIMATIQUE



**JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX**  
**21 SEPTEMBRE 2019**

[un.org/peaceday](http://un.org/peaceday) | [#peaceday](https://twitter.com/peaceday) [#climateaction](https://twitter.com/climateaction)